

COMMUNIQUE DE PRESSE



Le 14 mars 2024

80 ans du programme du CNR, continuons le combat pour le bien commun !

Chaque année, le Musée National de la Résistance à Champigny-sur-Marne organise un concours afin d'honorer la mémoire de la Résistance. Ce concours prend un relief particulier au moment où nous célébrons les 80 ans du programme du Conseil National de la Résistance.

Face à la montée des extrêmes dans un contexte de crise internationale majeure et de réarmement de la société, il semble fondamental de rappeler combien le programme du CNR, né le 15 mars 1944, doit rester la base de nos revendications sociales et économiques basées sur la justice sociale pour toutes et tous.

Ce texte fondateur réaffirme l'importance d'une véritable démocratie économique et sociale caractérisée par les nationalisations des moyens de production et un plan de mise en place d'une sécurité sociale visant à assurer à tous les citoyens des moyens d'existence. C'est le fondement même de nos services publics, le socle de notre République.

Pourtant, les gouvernements du président Macron n'ont eu de cesse de détruire nos conquêtes sociales et donner libre cours à la privatisation dans tous les domaines, de l'éducation à la santé en passant par les transports et le logement.

La remise en cause de la sécurité sociale, de la retraite et dernièrement la volonté de détourner les fonds de l'épargne populaire du Livret A pour le marché de l'armement montre que les besoins sociaux doivent, pour les libéraux, passer par le marché.

La rupture du Pacte social ouvre la voie aux aspirations libérales les plus outrancières !

Le logement, que le programme du CNR considérait comme inviolable, est un enjeu de spéculation et de marchandisation depuis 50 ans au détriment de l'intérêt général où 70 % des habitants peuvent prétendre au logement social. Le détricotage de la loi SRU, les ponctions sur le budget des bailleurs et la criminalisation récente des locataires participent de la volonté de détruire l'universalité d'accès et de maintien au logement social.

Ces attaques sont inacceptables et cet anniversaire appelle à une mobilisation toujours plus large pour défendre nos services publics, sanctuariser la sécurité sociale et protéger les habitants.

La Fédération CNL du Val-de-Marne revendique :

- **Un service public national du Logement**
- **Une « sécurité sociale » du logement**
- **L'abrogation des lois Boutin et Kasbarian**
- **Le respect de la loi SRU**

Fédération C.N.L. du Val-de-Marne
Contact presse

CNL 94 01 43 91 11 11 / cnl.94@wanadoo.fr – #cnlvaldemarne